**Sociologie politique du travail et du syndicalisme**

Séminaire à la Maison Européenne des Sciences de l’Homme et de la Société Lille Nord-de-France

2009-2010

Il était encore de bon ton de méditer, dans les années 1990, sur une éventuelle « fin du travail ». C’est au contraire sous la forme d’un fait social bien vivace que le travail a, ces dernières années, réinvesti la scène publique. Le candidat élu à la Présidence de la République française le fut à l’issue d’une campagne où il s’était fixé comme mission de réhabiliter la « valeur travail ». Si le sens mis derrière cette formule varie selon qui l’emploie, une enquête récente a souligné l’importance du travail comme dimension du bonheur (Baudelot *et al.,* 2003). La transition du RMI (revenu minimum d’insertion) vers le RSA (revenu de solidarité active) traduit dans les dispositifs d’action publique cette redécouverte de l’idée d’intégration par le travail, et avec elle, le risque qu’à la catégorie d’« exclu » se substitue celle de « travailleur pauvre » (Maurin, Savidan, 2008). Face à la crise économique et sociale, et malgré la faiblesse numérique qui continue de les caractériser, les organisations syndicales ont été au cœur de l’actualité politique pendant les six premiers mois de 2009, mobilisant des centaines de milliers de travailleurs. Dans le même temps, une réforme longtemps annoncée des règles de la représentativité est entrée en vigueur qui pourrait, à terme, bouleverser en profondeur le champ syndical. **De multiples manières, le travail redevient objet de préoccupation politique.** Ses mises en forme et ses usages, ses invocations et les façons de parler en son nom sont au cœur des procès de transformation, d’ébranlement et de légitimation d’un ordre social et politique dans l’édification duquel les références au travail et à la nation avaient noué des liens étroits (Didry et al., 1999).

Pourtant, poussée à la spécialisation par une reconnaissance maintenant ancienne, la sociologie du travail a pu être conduite à laisser de côté les implications politiques de son objet. Parallèlement, la science politique s’est longtemps désintéressée du travail, l’abandonnant à ses spécialistes. **L’objectif de ce séminaire est d’encourager les échanges interdisciplinaires autour de la question du travail**: principalement entre politistes et sociologues – en premier lieu des laboratoires lillois (CERAPS et CLERSE) où ils sont investis –, mais en se confrontant également aux approches des économistes, des juristes, des historiens, des psychosociologues. Il s’agirait, ce faisant, d’encourager un processus récemment entamé de décloisonnement entre la sociologie du travail et la science politique. La constitution de l’équipe ANR « Formasynd », dont font partie les organisateurs de ce séminaire, en est d’ailleurs une illustration.

Par son omniprésence, la catégorie « travail » est pour les sociologues du travail un objet tellement vaste qu’elle renvoie à des pratiques et des problématiques de recherches extrêmement différentes. À l’inverse, pour les politistes, elle n’est qu’une catégorie périphérique, souvent peu explicitée. Le but de ce séminaire serait dès lors de **clarifier les usages de la catégorie « travail » et repérer les zones où la sociologie et la science politique peuvent s’en saisir ensemble**. Il s’agirait ainsi d’étudier comment le travail peut devenir objet politique, objet de science politique et comment la sociologie, et spécialement la sociologie du travail peut aider la science politique à comprendre cet objet.

Notre réflexion s’organisera selon un calendrier prévisionnel de six séminaires. En nous appuyant sur la polysémie de la notion de *représentation* (comme activité, comme groupe, comme schème de pensée et d’action), il s’agira de réfléchir à la construction sociale et historique de la catégorie « travail ». On se concentrera sur l’une de ses représentations instituées : le syndicalisme, pour réfléchir aux modalités par lesquelles celui-ci répond à ce qu’il est convenu d’identifier comme sa crise. On travaillera ensuite à la façon dont le travail peut être *mobilisé* au regard de ce contexte particulier : mobilisé comme catégorie d’analyse pour rendre compte des pratiques militantes ; mobilisé comme concept descriptif sur le terrain duquel se reproduit ou s’ébranle l’ordre social ; mobilisé comme « cause » et comme support de subjectivations politiques.

Équipe coordinatrice : Sophie Béroud (Université de Lyon 2, Triangle), Nathalie Ethuin (Université de Lille 2, CERAPS), Cécile Guillaume (Université de Lille 1, CLERSE), Yasmine Siblot (Université Paris 1, Friedmann), Karel Yon (Université Lille 2, CERAPS)

Contact : Karel Yon – ynkarel@yahoo.fr

Toutes les séances se dérouleront de 14h à 17h,

à la Maison Européenne des Sciences de l’Homme et de la Société Lille Nord-de-France

2, rue des Canonniers, 59000 Lille

**Programme**

*I. Le travail représenté : (dé)construction d’une catégorie*

**1. Penser la catégorie travail (mercredi 3 février 2010)**

Séance introductive consacrée à la notion de « travail » comme catégorie philosophique et anthropologique, et comme domaine d’investigation sociologique.

Intervenant :

**Yves Clot**, titulaire de la chaire psychologie du travail au CNAM, pour présenter son ouvrage *Travail et pouvoir d’agir*, PUF, 2008.

**2. La déstabilisation du syndicalisme comme représentation instituée (vendredi 26 février 2010)**

Séance consacrée aux effets des évolutions socioculturelles et des transformations des formes d’organisation du travail sur l’action syndicale. La notion de « crise du syndicalisme » a émergé de ce contexte, tandis que diverses modalités de dépassement de cette situation sont engagées sur le terrain juridique (réforme de la représentativité) comme sur le terrain organisationnel (stratégies de syndicalisation).

Intervenants :

**Donna Kesselman** (Université Paris X, CREA) sur le syndicalisme aux Etats-Unis, entre « lobby » et « mouvement social », sur la base notamment du dossier qu’elle a coordonné : « Travail et salariat aux Etats-Unis : quels droits, quelles perspectives ? », *Revue française d’études américaines*, n°111, 2007.

**Anne Bory** (Université Paris I, LGF/CEE) et **Pierre Barron** (Université Paris 8) pour l’équipe « Asplan » : **«**Les syndicats et le mouvement des travailleurs sans-papiers ». Parmi les travaux de l’équipe de recherche Asplan : « Travailleurs sans papiers : la précarité interdite », *Les mondes du travail*, n°7, juin 2009, p. 63-73.

*II. Le travail mobilisé : engagements dans et pour le travail*

**3. L’engagement au prisme de la sociologie du travail (mardi 16 mars 2010)**

Séance consacrée aux nouvelles perspectives que la sociologie du travail offre à l’analyse de l’engagement sous les formes du bénévolat et du salariat associatif.

Intervenants :

**Matthieu Hély** (Université Paris X, IDHE) et **Maud Simonet** (CNRS-IDHE) : « Le dialogue social dans les entreprises d’économie sociale ». Les deux chercheurs ont récemment coordonné un colloque consacré au « monde associatif comme monde du travail » (10-11 mars 2008, IDHE, Paris X-Nanterre). Parmi leurs publications : Matthieu Hély, *Les métamorphoses du monde associatif*, Paris, PUF, 2009 ; Maud Simonet, « Penser le bénévolat comme travail, pour repenser la sociologie du travail », *Revue de l’IRES*, n°44, 2004.

**4. Conflictualités, résistances et consentement au travail (mardi 20 avril 2010)**

Séance consacrée à l’étude des modalités de production du consentement au travail, et à la persistance d’un répertoire pluriel de formes protestataires.

Intervenants :

**Stephen Bouquin** (Université de Picardie, Habiter-PIPS) présentation de l’ouvrage qu’il a dirigé : *Résistances au travail,* Paris, Syllepse, 2008.

**Baptiste Giraud** (Université de Paris 1, CRPS), présentation de sa thèse de doctorat en science politique : *Faire la grève. Les conditions d’appropriation de la grève dans les conflits du travail en France*, Paris 1, 2009.

**5. La place du travail dans les identifications politiques (vendredi 28 mai 2010)**

Séance consacrée à la façon dont le travail peut être saisi comme une « cause » à défendre par les acteurs, aux implications d’un tel engagement sur d’autres formes d’identification, et aux médiations sociocognitives pouvant relier le professionnel au politique.

Intervenants :

**Julian Mischi**, (INRA, CESAER) **«**“On n'est pas une amicale de pêcheurs à la ligne”. Ethnographie d'une section syndicale cheminote CGT ». Parmi ses travaux : « Les militants ouvriers de la chasse. Eléments sur le rapport des classes populaires au politique », *Politix*, n° 83, 3e trimestre 2008

**Denis Merklen**, (Université de Paris 7, IRIS-EHESS) pour présenter son ouvrage : *Quartiers populaires, quartiers politiques*, Paris, La Dispute, 2008.

**6. Groupes professionnels et action collective (octobre 2010)**

Séance consacrée à l’étude des apports de la sociologie des professions à la sociologie de l’action collective.

Intervenantes :

**Caroline Frau** (Université de Paris 1, CRPS) et **Aurélie Llobet** (Université de Paris Dauphine, IRISSO) sur un thème commun à partir de leurs thèses respectives : « Autonomie dans le travail, identité professionnelle et action collective. Regards croisés sur deux groupes professionnels : les buralistes et les enseignants du secondaire ».

----------------------

**Références**

- C. Baudelot, M. Gollac, dir., 2003, *Travailler pour être heureux ? Le bonheur et le travail en France*, Paris, Fayard.

- S. Béroud, J.-M. Denis, G. Desage, B. Giraud, J. Pélisse, 2008, *La lutte continue ? Les conflits du travail dans la France contemporaine*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant.

- A. Chatriot, O. Join-Lambert, V. Viet, dir., 2006, *Les politiques du travail (1906-2006) : acteurs, institutions, réseaux*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

- C. Didry, P. Wagner, B. Zimmermann, dir., 1999, *Le Travail et la Nation : histoire croisée de la France et de l’Allemagne*, Paris, Maison des sciences de l’homme.

- C. M. Frege, J. Kelly, dir., 2004, *Varieties of Unionism. Strategies for Union Revitalization in a Globalizing Economy*, Oxford, Oxford University Press.

- G. Groux, J.-M. Pernot, 2008, *La grève*, Paris, Presses de Sciences Po.

- M. Lallement, 2007, *Le travail : une sociologie contemporaine*, Paris, Gallimard.

- J.-P. Le Crom, dir., 2004, *Les acteurs de l'histoire du droit du travail*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

- L. Maurin, P. Savidan, dir., 2008, *L’état des inégalités en France 2009. Données et analyses*, Paris, Belin.

- R. Milkman, K. Voss, dir., 2004, *Rebuilding Labor : Organizing and Organizers in the New Union Movement.* Ithaca, London, ILR Press.

- S. Nicourd, dir., 2009, *Le travail militant*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

*- Politix*, 2009, 85/1, « La syndicalisation en France », dossier coordonné par B. Duriez et F. Sawicki.

*- Politix*, 2009, 86/2, « Conflits au travail », dossier coordonné par B. Giraud et Y. Siblot.

- F. Sawicki, J. Siméant, 2009, « Décloisonner la sociologie de l’engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, 51/1.

*- Sociétés contemporaines*, 2009, 73/1, « Professions et engagement public », dossier coordonné par F. Champy, L. Israël.

- *Terrains & Travaux*, 2008, 14/1, « Travail et démocratie », dossier coordonné par É. Béthoux, M. Meixner, A. Mias.

- X. Vigna, 2007, *L'insubordination ouvrière dans les années 68 : essai d'histoire politique des usines*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

- L. Willemez, 2003, « Engagement professionnel et fidélités militantes. Les avocats travaillistes dans la défense judiciaire des salariés », *Politix*, 62/16.